

24 novembre 2020. La Montagne. Entretien relatif à l'instauration d'un Pass'Sport pour les jeunes.

27/11/2020 La Montagne

AIDE FINANCIÈRE Un pass'sport sera instauré, en 2021, pour soutenir les jeunes licenciés dans leur pratique

« Donner le goût du sport aux jeunes»



Propos recueillis par Alix Vermande

Pour soutenir le monde du sport, Emmanuel Macron a annoncé la création d'une aide financière afin de prendre en charge une partie du coût d'inscription dans un club sportif d'un jeune de moins de seize ans.
Ce pass'sport s'inspire de la proposition du sénateur de la Creuse Jean-Jacques Lozach, en juin 2019. L'élu revient sur la concrétisation de ce projet.



24 novembre 2020. La Montagne. Entretien relatif à l'instauration d'un Pass'Sport pour les jeunes.

Vous aviez proposé, en juin 2019, la création d'un pass'sport, comment avez- vous accueilli l'annonce d'Emmanuel Macron ? Plutôt bien, mais les modalités d'application restent à venir. Effectivement, si on fait un rappel historique, oui j'ai été l'initiateur de ce pass'sport avec mon collègue député Régis Juanico en juin 2019, ce qui avait aussi été complété par une tribune dans le JDD. À ce moment-là on avait mis en avant des modalités comme ouvrir aux 14-20 ans, avec deux phases expérimentales progressives étalées sur deux ans, puis une généralisation du dispositif à 800.000 jeunes par an sur l'ensemble du territoire, soit l'ensemble d'une classe d'âge.

Quel est l'objectif de ce nouvel outil? Je pars d'un principe: depuis 2017, l'État a affiché une ambition forte d'accroître de 10 % le nombre de pratiquants sportifs d'ici 2024, Ma conviction c'est que cet objectif passe inévitablement par la mise en place de ce pass'sport qui doit être présenté comme une partie essentielle de l'héritage olympique. Il faut donner le goût du sport aux jeunes.

« Une baisse moyenne de 25 % du nombre de licenciés »

La deuxième chose c'est le contexte, celui de la crise sanitaire, qui rend cet objectif d'autant plus urgent. On voit les risques de dégradation sanitaire et d'obésité qui sont liés à la sédentarité, c'est donc un enjeu de santé public Le contexte est aussi celui de l'étude du CNOSF, qui annonce une baisse moyenne de 25 % du nombre de licenciés, ce qui représente 4,6 millions de licenciés en moins !

Comment expliquez-vous cette baisse conséquente du nombre de licenciés en France ? Il y a tout ce qui est lié au confinement qui n'est pas de nature à inciter les personnes à s'inscrire dans les clubs. Il y a aussi une certaine fatigue et lassitude du bénévolat, les difficultés financières des familles avec un creusement des inégalités sociales liées à cette crise sanitaire.

Néanmoins, vous estimez que ce pass'sport n'est pas la hauteur de celui que vous proposiez. Si on veut augmenter le nombre de pratiquants, il faut aussi plus d'équipements sportifs, d'encadrants pour recevoir les jeunes. Il faut



aussi la possibilité de payer la licence, d'où le pass'sport. Mais on ne voudrait pas que ce pass'sport soit uniquement une aide à la prise de licence, mais plutôt quelque chose de plus large et plus ambitieux. C'est pour cela que l'on continue à parler d'achats d'équipements. Si on veut jouer au tennis, il faut une raquette. Mais on prenait également en compte les entrées dans les enceintes payantes comme la piscine ou la patinoire.

Pourquoi a-t-il fallu attendre une quinzaine de mois pour voir ce projet aboutir? On a fait la proposition et depuis 15 mois on s'est heurté à leur indifférence. Mais, aujourd'hui, je constate avec satisfaction que non seulement cette idée a fait son chemin, mais que le président de la République et le mouvement sportif s'y sont ralliés.

« Le gouvernement n'a pas le droit de décevoir les acteurs du sport »

Le gouvernement évoque 50 euros pour toucher le maximum de jeunes, soit 2 millions de jeunes. Nous, on pense très fortement qu'il ne faut pas rater cette occasion pour que ce pass'sport soit efficace. Pour qu'il le soit, il ne faut pas descendre en dessous de 300 euros.

Le contexte sanitaire et économique a donc accéléré cette annonce? Effectivement, la disposition arrive tardivement mais vaut mieux tard que jamais. Ce qui est sûr, c'est que dans ce contexte de grand désarroi dans lequel se trouve le sport français aujourd'hui, le gouvernement n'a pas le droit de décevoir les acteurs du sport. Cette proposition a une haute valeur symbolique si on veut faire de la France une nation sportive.

Quid du financement? L'État annonce un chiffre mais pour l'instant rien n'est inscrit dans le budget. Si rien n'a bougé d'ici là, je déposerai un amendement pour amorcer la pompe financière. Cette question du financement peut être complétée par les collectivités locales. Il faut savoir qu'aujourd'hui 37 conseils départementaux et 7 conseils régionaux sont déjà engagés dans des formules dites pass'sport. Mais l'impulsion doit venir de l'État. De plus, d'autres financeurs peuvent intervenir comme la caisse nationale d'assurance-maladie car il y a un enjeu de santé



publique. Aussi les structures privées comme les équipementiers qui seront indirectement les bénéficiaires de ce pass'sport.

N'avez-vous pas peur que ce pass'sport connaisse le destin du pass culture, c'est-à-dire une certaine inefficacité? L'une des raisons des difficultés du pass culture, c'est le manque de communication qu'il y a eu. Je suis convaincu que la mise en place du pass'sport se fera plus facilement que le pass culture. Tout simplement parce qu'il y a moins d'opérateurs concernés. La culture, c'est vraiment un monde complètement éclaté, pluriel et diversifié, beaucoup plus que l'écosystème du sport. Il sera aussi plus facile de quantifier les résultats en regardant le nombre de licenciés à la fin de l'année.

Quel est l'impact réel d'une pratique sportive pour les jeunes? C'est très important pour la santé et le bien-être mais aussi l'épanouissement individuel. Cela crée aussi des liens sociaux. Toutes les vertus éducatives y compris d'insertion sociale et professionnelle. Dans un contexte économique, sanitaire et social compliqué, le sport mérite d'autant plus une attention particulière des pouvoirs publics.

À moins de quatre ans des Jeux Olympiques, estimez-vous qu'il est possible d'inverser cette tendance pour avoir une nation sportive avant Paris 2024? Oui, si les conditions de ce pass'sport sont remplies, on peut éviter une hémorragie avec un retour à la normale puis susciter un rebond. Depuis l'obtention des JO en septembre 2017, on s'attendait à une impulsion très forte de l'action publique dans le domaine sportif, malheureusement, cela n'a pas été le cas.

« Il faut aussi plus d'équipements et d'encadrants. »